

« GLADIO STORY »

OU LES TUERIES DU BRABANT REVISITEES

La troisième partie du reportage de la BBC sur les réseaux de résistance clandestins en Europe évoque largement les tueries du Brabant et d'autres affaires jamais élucidées. Cette émission, que la RTBF fait suivre d'un débat, ne contribue malheureusement qu'à jeter un peu plus de brouillard sur les années noires qui ensanglantèrent la Belgique.

LE 23 avril dernier, **Télé-moustique** annonçait en primeur la programmation prochaine sur la BBC et RTBF 1 d'un reportage britannique articulé autour de l'histoire des structures parallèles « Gladio ». Nous expliquons alors que les auteurs de ce film de trois heures — dont les deux premiers épisodes ont été diffusés les 10 et 17 juin — entouraient leur

œuvre d'un certain mystère. A l'époque, dans la plus grande discrétion, un de nos confrères fut même chargé de mettre certains parlementaires belges et européens au courant du contenu « **exceptionnel** » de ce reportage...

Tout en se gardant bien de dévoiler toutes leurs cartes — en mai, une vision de presse fut même annulée, in exte-

mis —, les journalistes britanniques laissaient cependant filtrer certaines informations. Ainsi, ils assurèrent à l'un ou l'autre que leur enquête contenait certaines révélations sur les **tueries du Brabant** et sur **Jean Bougerol**, l'ancien patron de l'officine privée de renseignement, **Public Information Office (PIO)**. Au sur-

plus, les sources de ces informations exclusives étaient, selon nos confrères, des anciens des services spéciaux américains! Nous avons donc repris l'information... En la mettant au conditionnel. Bien nous en a pris.

Aujourd'hui, en effet, nos confrères d'outre-Manche ont réussi à vendre leur marchandise à plusieurs télévisions. Et comme par enchantement, le caractère prétendument explosif de **Gladio story**, en tout cas pour les aspects belges de cette enquête, s'estompe.

Libert et consorts

Certes, la troisième partie de ce reportage britannique — diffusion le 24 juin — traite de la Belgique et des tueries du Brabant. Principalement, ses auteurs s'attellent à démontrer que les faits commis par la bande de Nivelles seraient l'aboutissement d'un complot d'extrême droite ourdi au sein des services secrets. D'emblée, ils précisent que « **cette hypothèse n'a jamais été prouvée** ». A l'issue du reportage, il faut bien le constater, elle ne l'est guère plus. Au contraire...

L'enquête part en effet dans toutes les directions, sans véritable fil conducteur... si ce n'est celui de faire de l'information spectacle. Le seul apport — très relatif —

Suite page 14 ▶

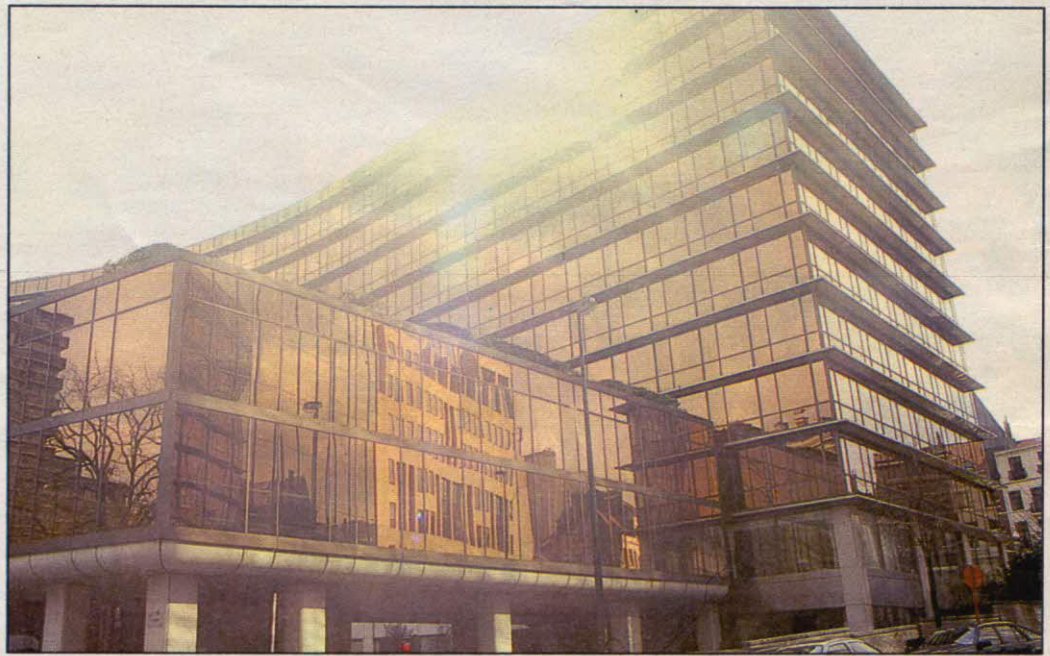
Terreur sur les Delhaize, entre 82 et 85. Huit ans après, le mystère reste entier.



Suite de la page 12

ressort de cette partie belge de l'émission est le témoignage de l'ancien membre du **Westland New Post (WNP)**, **Michel Libert**. Dans une déclaration savamment brumeuse, ce néo-nazi évoque des repérages dans des Delhaize entre 1982 et 1985... Bien que l'affaire du WNP ait largement démontré le manque de crédibilité d'un personnage comme Libert, ses déclarations sont répercutées sans le moindre recul critique.

Pour le reste sont évoqués pêle-mêle la note secrète du général **Westmoreland** qui préconisait naguère l'infiltration par les services d'action américains de certains groupes extrémistes européens; les opérations **Oesling** menées par les **Special Forces** américaines; le **Front de la Jeunesse** et son **Groupe G** au sein de la Gendarmerie; l'incendie du journal **Pour**; les **Cellules Communistes Combattantes**; le **Westland New Post**... Le tout très partiellement, avec au surplus de graves omissions, des er-



Lamensch.

reurs manifestes et des raccourcis saisissants.

Une nouvelle fois sur le gril...

Evoquant la délicate et complexe affaire du **Westland New Post**, nos confrères reprennent ainsi les accusations — récurrentes depuis près de dix ans en Belgique...

— contre le commissaire de la Sûreté de l'Etat, **Christian Smets**. En bref, on a reproché à ce fonctionnaire d'avoir commis l'une ou l'autre « erreur » ou « légèreté »⁽¹⁾ lors de son infiltration du **WNP** de 1981 et 1982. C'est, disons, la version la plus soft de l'affaire, car d'autres ont laissé entendre que **Smets**, surnommé aussi le « canard », aurait manipulé les néonazis à des fins douteuses et non sans une certaine dose de complicité...

Fortement répandues pendant

La Sûreté de l'Etat. Un rôle qui demeure obscur.

une certaine période dans la plupart des médias, ces accusations sont aujourd'hui relativisées par de nombreux observateurs (voir notamment à ce sujet le récent ouvrage de **Philippe Breyayes** et **Jean Frédéric Delliège**, « *De Bonvoisin et Co* », Editions EPO, 1992). Mais, ne voulant sans doute pas se démarquer d'un scénario préétabli, jamais la BBC ne donne la parole à l'un ou l'autre témoin qui pourrait contrebalancer leur hypothèse d'une Sûreté de l'Etat, déstabilisatrice de la démocratie.

... le « canard » n'est pas cuit

Ainsi montent-ils en épingle deux cours de filature et de surveillance donnés par **Smets** au **WNP**, les mettant au surplus en rapport qui avec l'apprentissage du maniement d'armes par le **Front de la Jeunesse**, qui avec un double meurtre commis à **Anderlecht** en février 1982. S'étant longuement intéressée à ces différentes affaires, la Justice n'a jamais pu établir de tels liens, mais cela n'est nullement précisé dans le reportage. Comme ne sont pas mentionnées non plus les différentes informations qui

laissent à penser que dans cette affaire du **WNP**, le « canard » ne serait en fait qu'un « pigeon » attiré dans un piège pour être dénoncé, le moment voulu.

Ainsi sont oubliées certaines rancœurs personnelles de **Paul Latinus**, le fondateur du **WNP**, à l'égard de **Smets**; ne sont pas évoqués les contacts du « maréchal » néo-nazi avec l'officine privée de renseignement **PIO**, naguère financée par le baron **Benoît de Bonvoisin**... l'une des personnalités du **CEPIC** dénoncée en 1981 par la Sûreté de l'Etat pour ses rapports avec des activistes d'extrême droite; sont passées sous silence les étranges concordances de dates entre l'éclatement du scandale **WNP** et le début de la campagne du susdit **Bonvoisin** contre la Sûreté...

Michel Bouffioux.

⁽¹⁾ Termes utilisés par l'ex-ministre de la Justice, **Jean Gol**.



Guy Coëme, ministre de la Défense lors des révélations sur **Gladio**, n'avait pas été mis au courant...

GLADIO
3^e PARTIE
MERCREDI - RTBF 1

La semaine prochaine :
l'interview de
Christian Smets
LE CANARD SE REBIFFE